

La question des totalitarismes (HMMSC304)

Mode de contrôle et bibliographie

Les étudiants doivent rendre avant le 30 janvier 2010 (sinon la note sera validée en septembre et, dans ce cas, la date limite est portée au 10 septembre), un travail de réflexion sur la base de trois textes ayant pour objet le totalitarisme. Ce travail correspond à une analyse comparative raisonnée avec, pour ligne directrice, **la question de la spécificité du totalitarisme malgré sa diversité.**

1er texte : Emilio Gentile, "L'usage rationnel de l'irrationnel : Le rôle du Duce et l'organisation de masse dans l'expérience totalitaire fasciste", in *Les logiques totalitaires en Europe* (dir. S. Courtois), Editions du Rocher, 2006, pp. 206-215

C'est désormais une idée acquise dans l'analyse du fascisme : ce phénomène fut une manifestation d'irrationalisme politique. Le fascisme s'oppose radicalement à toutes les idéologies politiques qui se fixaient pour objectif de réaliser une société d'êtres humains libres et égaux, émancipés à travers l'usage rationnel de leurs capacités. En réalité, si la définition du fascisme comme manifestation d'un irrationalisme politique ne fait pas de doutes, il y a certainement des avis divergents sur la manière dont il faut interpréter l'irrationalisme fasciste, comprendre et expliquer la nature et la signification de son expérience politique, et même sur la nature totalitaire de cette expérience.

De nombreux chercheurs estiment que l'irrationalisme du fascisme serait la preuve de l'inexistence d'une conception fasciste sérieuse et originale de la vie et de la politique, même si l'expérience fasciste ne fut pas dénuée d'une logique propre, qui en explique le comportement. La politique du fascisme ne fut rien de plus que le résultat de l'action d'aventuriers de la politique sans scrupules, qui utilisaient la violence et exploitaient les passions des masses dans le seul but de poursuivre leurs intérêts propres, se mettant au service des classes sociales dominantes. Par conséquent, selon ces interprétations, la logique de la politique fasciste consisterait uniquement dans l'ambition et l'opportunisme personnels de ses protagonistes et dans la défense de la société bourgeoise à travers la violence et la démagogie.

Les chercheurs qui expliquent la logique fondamentale de l'expérience fasciste par une réaction à la peur du bolchevisme ne s'éloignent pas tellement de cette interprétation. L'irrationalisme fasciste ne serait rien d'autre que l'expression d'une expérience dictatoriale dont la logique résida uniquement dans la fonction de défendre les intérêts des classes sociales dominantes de la menace d'une révolution. De cette interprétation de l'irrationalisme fasciste comme dépravation collective de l'activisme démagogique, dérive aussi l'interprétation du totalitarisme fasciste comme réaction imitative au totalitarisme communiste, combattu en imitant ses méthodes, jusque dans ses conséquences extrêmes de terreur et d'extermination de masse, qui acheva de rapprocher l'irrationalisme totalitaire nazi et le rationalisme totalitaire stalinien.

Dans le cas du fascisme italien, l'absence de ces conséquences extrêmes de terreur et d'assassinat propres à la domination totalitaire, a conduit certains chercheurs à

exclure le régime de Mussolini du phénomène totalitaire; à ne voir dans le fascisme rien d'autre que l'instrument du mussolinisme; et à considérer le duce lui-même comme la confirmation la plus évidente de l'essence réelle de l'irrationalisme fasciste, à savoir, l'absence d'une quelconque logique politique qui ne soit pas réductible à la poursuite de l'ambition personnelle d'un aventurier de la politique, sans principes et sans idées, cynique et opportuniste, mû uniquement pas sa soif débridée de pouvoir, prêt à se servir de tout moyen violent, y compris l'assassinat, pour satisfaire son ambition, même s'il ne suivit pas la logique exterminatrice des autres dictateurs totalitaires de son époque jusqu'à ses conséquences extrêmes.

Selon cette interprétation, en somme, toute la complexe expérience du fascisme au pouvoir, dans ses caractères les plus originaux -- de la construction d'un régime à parti unique à la mobilisation organisée des masses, de la sacralisation de la politique à la révolution anthropologique -- s'expliquerait uniquement par la fonction répressive et démagogique exercée afin de consolider le pouvoir des classes dominantes. Tout ce qui dans la politique fasciste ne rentre pas dans la logique de cette fonction est attribué à des circonstances fortuites, aux caprices du duce, aux manies de ses acolytes; ce serait en somme la conséquence d'un irrationalisme politique velléitaire, histrionique ou carnavalesque, privé d'une logique véritable et, par conséquent, d'une importance réelle pour la compréhension historique du fascisme.

J'ai cherché à expliquer dans mes travaux les raisons pour lesquelles je trouve **inacceptable** d'interpréter l'irrationalisme fasciste comme une preuve de l'inexistence d'une idéologie fasciste et d'une logique de la politique fasciste qui ne soit pas réductible à l'ambition personnelle et à l'intérêt de classe. J'estime également que l'exclusion du fascisme du phénomène totalitaire et la réduction du fascisme au mussolinisme ne sont pas plus acceptables. Au cours de mes recherches, je suis parvenu à élaborer une interprétation du fascisme comme expérience totalitaire, dans laquelle l'irrationalisme aussi acquiert une logique de rationalité propre, cohérente avec les présupposés fondamentaux de sa culture politique et avec l'action politique effective du Duce et du régime fasciste.

Nul ne peut accuser le fascisme d'avoir masqué ses intentions, ses objectifs et les moyens adoptés pour les atteindre, simulant de vouloir l'exact contraire. Le fascisme nia explicitement la possibilité d'une émancipation rationnelle des êtres humains afin d'obtenir la liberté et l'égalité et proclama que la dictature du parti unique était irrévocable et définitive. Afin d'atteindre ces objectifs, le fascisme adopta des méthodes adaptées et efficaces, c'est-à-dire l'usage de la violence, à l'instauration d'un régime policier, l'embrigadement des Italiens à travers les organisations du parti unique.

Mais le fascisme ne se limita pas seulement à construire une dictature. Mussolini ne fut pas un dictateur du même type qu'un Salazar ou qu'un Franco. Il ne se contenta pas d'exercer le monopole du pouvoir en maintenant un compromis ferme et stable avec les institutions traditionnelles, satisfait d'obtenir une obéissance passive des masses inertes et silencieuses. Le régime fasciste ne fut pas seulement autoritaire, il fut totalitaire; il fut une expérience de domination politique, conduite par un mouvement révolutionnaire, organisée dans un parti structuré militairement qui, après avoir conquis le monopole du pouvoir, voulait aussi conquérir la société. Il voulait subordonner, intégrer et homogénéiser les gouvernés en se fondant sur le principe de la politisation intégrale de l'existence individuelle et collective, interprétée selon les catégories, les mythes et les valeurs d'une idéologie palingénésique et sacralisée sous la forme d'une religion politique; tout ceci avec la résolution de modeler l'individu et les masses au moyen d'une **révolution anthropologique** afin de régénérer l'être humain et de créer un homme nouveau dévoué corps et âme à la réalisation des projets révolutionnaires et expansionnistes du parti totalitaire, avec le but de créer une nouvelle civilisation à caractère supranational.

C'est dans le cadre de cette interprétation du fascisme comme voie italienne au totalitarisme qu'il est à mon avis possible de comprendre au mieux la logique de son expérience politique, le rôle du Duce dans la conception rationnelle de l'expérience totalitaire, ainsi que la signification rationnelle de son irrationalisme, exprimé sous la

forme caractéristique d'une idéologie "anti-idéologique" et dans une politique de masses et organisation. La logique de la politique fasciste dérive de ce que j'ai appelé "l'usage rationnel de l'irrationnel".

Reconnaître la nature irrationnelle et mythique de la politique fasciste ne signifie pas, par conséquent, nier au fascisme une rationalité propre, qui est présente selon moi dans sa culture politique spécifique, fondée sur le primat de la pensée mythique, comme dans sa réalité concrète, en tant qu'organisation et qu'institution, où le rôle même du Duce ne peut être compris si l'on n'a pas à l'esprit que le fascisme reflétait les convictions les plus solides et les plus constantes de l'idéologie de Mussolini, qui correspondaient d'ailleurs aux convictions partagées par la génération qui a donné naissance au fascisme. Une telle idéologie, entendue comme conception de la politique, de rapports entre les hommes, du sens de l'histoire, était fondée sur **six thèmes**, connectés entre eux par une cohérence logique qui se retrouvait aussi dans la réalisation pratique de la politique de masse fasciste.

Le premier relève d'une conception de la politique comprise subjectivement comme un "art", c'est-à-dire une intuition individuelle des circonstances opportunes qui peuvent être modelées par la volonté de l'homme politique; objectivement, comme une manifestation de force et une lutte d'intérêts et d'ambitions.

Le second implique la possibilité de révolutions politiques et de palingénésies collectives sous l'action de grands chefs, conçus comme des hommes nouveaux au-delà des règles morales communes.

Le troisième renvoie à une vision de l'histoire comme cycle de hiérarchies, d'aristocraties, d'élites, en somme de minorités énergiques et volontaires, sans aucune valeur dans son devenir.

Le quatrième commande un mépris pour les masses, mais une appréciation réaliste de leur importance dans la politique de la société moderne, sans aucune confiance dans leur évolution vers des formes de conscience collective.

Le cinquième est un pessimisme anthropologique sur la nature des hommes, enclins naturellement au mal s'ils ne sont pas assujettis à un pouvoir supérieur qui les soumet à l'obéissance à l'intérieur d'une organisation étatique.

Le sixième, enfin, repose sur la conviction que l'irrationnel domine dans l'homme et dans les masses et que dans la politique, l'expérience doit prévaloir sur la théorie, substituant aux idéologies les mythes, c'est-à-dire des instruments pour susciter les passions des foules, conquérir leur foi et les pousser à l'action.

Les aspects irrationnels prévalent dans la conception de la vie et de la politique de Mussolini et des fascistes, mais comme je l'observais déjà il y a quarante ans, "il faut remarquer que l'irrationalisme de l'idéologie fasciste, loin d'être seulement une manifestation d'instincts aveugles, était la conséquence d'une dévaluation rationnelle de la raison en tant que protagoniste de l'histoire et de la politique", qui appartenait à la culture philosophique, politique et scientifique de l'époque à laquelle furent formés la majeure partie des fascistes. La nouvelle technique politique élaborée par Mussolini et par le fascisme consista en une utilisation rationnelle et démagogique de l'irrationalisme dans la société de masse, menée en suivant les observations sur la fonction du sentiment et du mythe dans la politique de masse faites par **Le Bon et Sorel**, auteurs qui eurent une influence décisive et indélébile dans la formation de la logique politique de Mussolini.

L'antirationalisme était une attitude banale dans tous les courants de droite et de gauche de la nouvelle culture politique qui émergèrent au début du XXe siècle. L'antirationalisme politique fut la conséquence d'une dévaluation rationnelle de la raison comme principe directeur de l'histoire et de la politique, qui coïncidait avec la crise du scientisme, avec la découverte progressive du rôle des facteurs irrationnels dans le comportement de l'individu et des masses, avec le dévoilement des idéologies initié par **Marx** et poursuivi par **Pareto**. A cette dévaluation contribuèrent conjointement quoiqu'ils reposent sur des principes opposés, le positivisme psychologique comme les nouvelles philosophies idéalistes, qui brisèrent la vision de l'homme et de l'histoire typiques du rationalisme du XIXe siècle;

A travers les idées de Pareto, de Sorel et de Le Bon, Mussolini apprit les éléments d'une psychologie de masse rudimentaire et constata leur capacité de dévouement, de lutte, de sacrifice, même s'il ne parvint jamais à admettre que les masses fussent capables de s'autogouverner; l'initiative et la direction de la politique restaient le privilège de minorités choisies, mais Mussolini et le fascisme comprirent de façon réaliste que le consensus des masses était un facteur indispensable dans la société moderne pour tout type d'action politique. **Le Bon, Michels, Sorel** avaient appris au futur Duce que le primat de l'irrationnel dans la psychologie des masses n'était pas un facteur négatif en soi, tandis que la nouvelle culture de l'organisation, qui s'élaborait à cette période à travers l'expérience des mouvements de masse et du parti socialiste indiquait les moyens de contrôler et de canaliser l'irrationalisme des masses.

Roberto Michels avait dévoilé que la tendance à la concentration du pouvoir dans les mains d'une oligarchie était inhérente à toute organisation de masse, y compris les organisations socialistes, et cela autant pour des raisons techniques, liées aux exigences de la structure matérielle de l'organisation, que pour des raisons psychologiques, liées au rapport d'autorité et d'obéissance entre les chefs et la masse. L'organisation était le seul instrument moderne apte à donner consistance à un mouvement de masse, l'unique moyen pour construire une volonté collective et pour diriger des masses. L'organisation produisait une mutation dans la psychologie de ses adhérents : elle donnait aux individus une conscience collective, elle les unissait moralement dans la solidarité du groupe, elle produisait un effet de fusion, sur les volontés de chacun en vue d'un but commun préfiguré dans le mythe, qui suscitait dans l'âme collective la vigueur d'une foi. L'organisation introduisait en outre dans les masses la discipline, la hiérarchie, le commandement d'une minorité et le pouvoir charismatique d'un chef, reconnus spontanément et même vénérés avec une dévotion religieuse.

Les idées de Michels sur l'organisation, les théories de Mosca et de Pareto sur le phénomène de la minorité dirigeante, les intuitions de Le Bon sur la psychologie des foules deviennent **le patrimoine permanent** de la logique politique du Duce et du fascisme.

Mussolini et le fascisme considéraient les masses comme un matériau malléable sous l'action de la volonté de puissance d'une minorité élue, capable de transformer la masse en une collectivité organisée et animée d'une foi unique. Je dirais que la logique de la politique fasciste résida précisément dans le lien entre mythe et organisation, entre irrationalité et rationalité. Il faut en fait avoir présent à l'esprit que l'irrationalité de la politique fasciste fut efficace concrètement non seulement parce qu'elle sut exciter les passions des masses à travers de nouveaux mythes, mais aussi parce qu'elle se conjugua à la rationalité de l'organisation et de l'institution. L'organisation et l'institution sont des formes rationalisées de comportements définis selon des règles de conduite prescrivant des actions orientées logiquement vers l'accomplissement d'un but.

Sans bénéficier de la rationalité de l'organisation et de l'institution, sans être parti et régime, sans devenir idéologie d'un Etat moderne, le fascisme serait probablement resté aux marges de la scène politique, confiné dans le champ du snobisme intellectuel ou du sectarisme extrémiste. Mussolini fut explicite sur ce principe fondamental de la politique fasciste : "La masse -- dit-il à Emil Ludwig -- n'est pour moi rien d'autre qu'un troupeau de moutons tant qu'elle n'est pas organisée. Je ne lui suis pas complètement hostile. Je nie seulement qu'elle puisse se gouverner seule. Mais si on la guide, il faut la diriger avec deux rênes : l'enthousiasme et l'intérêt. Celui qui ne se sert que d'un seul est en danger. Le côté mystique et le côté politique se conditionnent l'un et l'autre."

Le Duce était convaincu que l'organisation des masses était la condition nécessaire pour transformer leur caractère, leur mentalité, leur comportement. Une fois arrivé au pouvoir, le Duce mit en pratique ces préceptes de la nouvelle science politique fondée sur une appréciation réaliste du rôle de l'irrationnel et du mythe dans la politique de masse de la société moderne. Le mythe pour la culture fasciste n'était pas une forme mentale archaïque du monde mais une forme structurale de la pensée humaine, que la modernité avait accentuée au lieu de l'atténuer. De là, pour Mussolini et les fascistes, la conscience rationnelle de la nécessité d'élaborer des mythes politiques pour les masses.

Un des représentants majeurs du fascisme, Giuseppe Bottai, considérait la création de mythes politiques qui "investissent notre civilisation même", comme une caractéristique de la modernité. Il y avait une "exigence de mythes" dans la société moderne, ressentie surtout par les masses et en fonction des masses, "pour donner et clarifier un idéal à réaliser, une aspiration qui touche et unifie leurs sentiments", et c'était le devoir des politiques d'élaborer des mythes capables de répondre à l'exigence des masses.

A travers la fonction conjuguée du mythe et de l'organisation, le Duce pensait réaliser une révolution anthropologique, créer un "Italien nouveau", condition indispensable pour réaliser la révolution politique et créer une "nouvelle civilisation". Tout le système organisationnel de masse du régime fasciste, de l'école à l'organisation du temps libre, visait cet objectif. De cette manière, l'Etat totalitaire fasciste fonctionnait comme un laboratoire pour la création de l' "Italien nouveau", entièrement dévoué à la réalisation des ambitions impériales du Duce et du parti unique. Dans la seconde moitié des années 1930, l'expérience de la révolution anthropologique fut intensifiée. En vue du "remodelage du caractère des Italiens", comme Mussolini l'avait défini, et afin de créer une nouvelle race d'Italiens régénérés, dominateurs et conquérants, elle fut intensifiée avec de nouvelles initiatives, comme la campagne antibourgeoise pour la "réforme des mœurs" et l'adoption des lois raciales et antisémites.

Sur la base consciente d'un usage rationnel de l'irrationnel, Mussolini et les fascistes attribuèrent une fonction fondamentale à l'institution d'une religion politique pour la réalisation de l'expérience totalitaire, reconnaissant, en harmonie avec les nouvelles découvertes de la psychologie et de l'anthropologie contemporaines, la grande importance des rites et des symboles dans la vie collective. On pourrait dire en effet que l'Etat fasciste, en raison même de sa nature totalitaire qui projetait d'englober intégralement l'homme dans sa réalité matérielle et morale, était nécessairement enclin à assumer le caractère d'une Eglise, avec ses dogmes, ses rites et ses symboles. Le fascisme fut une religion politique, avec son propre système de croyances, de dogmes, qui prétendit définir la signification et la fin ultime de l'existence, instituant un nouveau culte politique centré sur la sacralisation de l'Etat fasciste et sur le culte du Duce. Même le mythe de la romanité était une partie essentielle du lien entre mythe et organisation dans la politique fasciste. Le mythe de Rome se référait non seulement à l'empire mais aussi à l'organisation de l'Etat et, en ce sens, le culte de la romanité devait être avant tout une source d'inspiration, de vertus civiques, de sens de l'Etat, afin de créer un "homme nouveau". L'homme nouveau du fascisme n'était pas un individu conscient de soi ni maître de son propre destin, mais le "citoyen-soldat" qui se dépouillait de sa propre individualité pour se laisser entièrement absorber dans la communauté totalitaire.

Le fascisme chercha à mettre en pratique ce dessein à travers un triple processus d'organisation, d'éducation et d'intégration de l'individu et des masses. Toutes les organisations populaires du fascisme du PNF à l'OND, devaient remplir cette œuvre constante et capillaire de socialisation fasciste, en adaptant naturellement aux différentes couches sociales des codes de valeurs distincts, en fonction du rôle que le fascisme avait assigné à chaque organisation et du public auquel il s'adressait. Même le culte politique fasciste acquit sa fonctionnalité rationnelle dans la politique de masse fasciste, comme représentation permanente et célébration dramatique de l'intégration communautaire, qui culminait dans un moment de fusion mystique de la masse avec le Duce à l'occasion des grands rassemblements.

Les mythes et les rites, rendus concrets à travers une organisation permanente et capillaire, étaient les instruments rationnels de la politique de masses du fascisme; ils étaient en d'autres termes, de façon logiquement cohérente avec eles présumés de la culture fasciste, utilisés pour légitimer le pouvoir et comme moyens de manipulation et de contrôle des masses. Mais ils exprimaient aussi, et d'une façon absolument non marginale ni contingente, les croyances, les valeurs et les fins fondamentales de la mentalité fasciste. Les symboles et les rites devaient renforcer les liens à l'intérieur même du fascisme, mais ils servaient aussi à projeter à l'extérieur et à l'étranger une image d'unité, de cohésion et de puissance du parti et du régime, ils servaient à

magnifier la majesté de l'Etat totalitaire, à revêtir de sacralité le pouvoir du duc et du parti, en leur conférant une autorité créatrice de dévotion et de sujétion.

De ces considérations, même très sommaires, il devrait peut-être quand même résulter plus clairement en quel sens l'irrationalisme qui domina dans toute la culture et la politique du fascisme fut l'expression d'un suage rationnel de l'irrationnel. On peut encore juger tout ce que le fascisme mit en œuvre dans sa politique de masse comme une manifestation d'irrationalité et de même de folie. Mais il fait bien admettre que, pour le dire comme Shakespeare, "bien que cela soit de la folie, voici qui ne manque pas de méthode".

2ème texte : Stéphane Courtois, "Du tsar au secrétaire général, autocratie et totalitarisme, la fausse symétrie", Revue Histoire, n° spécial de juillet 2009.

Le 7 mars 1917 éclataient à Saint Petersburg des émeutes de la faim qui, en quelques jours, provoquèrent l'abdication du tsar Nicolas II. Ainsi s'effondra le premier des quatre empires dont la première Guerre mondiale allait provoquer la chute – Hohenzollern en Allemagne, Habsbourg en Autriche-Hongrie, ottoman en Turquie et au Moyen-Orient. Ces émeutes de Saint Petersburg prirent très vite l'allure d'une révolte générale puis d'une révolution, mettant fin au principe de légitimité qui avait présidé depuis quatre siècles au pouvoir en Russie : l'autocratie.

La Russie, terre d'autocratie, terre d'extrémisme

Depuis qu'Ivan IV avait été le premier prince moscovite à prendre en 1547 le titre de « tsar de toutes les Russies », ses successeurs avaient conforté ce principe de gouvernement qui établit le souverain comme propriétaire de son empire où il exerce une autorité sans limite, à la différence de nos monarchies « absolues » où le pouvoir du roi était contre balancé par celui de la noblesse, de l'Eglise, des bourgeois, voire du peuple.

La Russie de 1917 a donc dû assumer un lourd héritage. Si Ivan IV avait émancipé les Russes du joug tatar, il avait surtout instauré un gouvernement par la terreur – s'appuyant sur sa garde personnelle, les *opritchniki* – afin de décapiter les puissants boyards et de jeter en servage la paysannerie. Pierre le Grand conserva cette politique de violence mais y ajouta une volonté de modernisation technique prenant exemple sur l'Europe occidentale. C'est sous le règne de la Grande Catherine, marqué par la gigantesque jacquerie menée par Pougatchev, que fut inventé le fameux système des « villages à la Potemkine » – institutionnalisation du bluff d'Etat. Après le complot d'un groupe d'aristocrates en décembre 1825, Nicolas I^{er} réinstaura une police secrète – la future Okhrana – habilitée à emprisonner ou à envoyer en exil en Sibérie tout individu « suspect » de « crime politique », et établit la censure préalable. Alors qu'en Europe occidentale les citoyens étaient libres d'agir à leur guise tant qu'ils ne contrevenaient pas aux lois en vigueur, en Russie le citoyen ne pouvait rien faire tant que le pouvoir ne l'en avait pas autorisé de manière explicite.

Alexandre II mit fin à cette période d'autocratie de haute intensité ; il affranchit en 1861 la paysannerie de son servage, puis instaura les zemstvos, assemblées de gouvernement locales et provinciales, dirigées par une noblesse de service nommée par ce tsar préoccupé de la modernisation de l'Etat et de la société. Peu à peu, la société civile affirmait sa volonté d'émancipation politique, économique et culturelle. Avec Dostoïevski, Tolstoï, Tchekhov, Tchaïkovski, la littérature et la musique russes firent une irruption remarquable sur la scène mondiale et annoncèrent l'Age d'argent.

Cependant, plutôt que de s'investir dans ce mouvement d'émancipation culturelle, scientifique et économique, une partie de l'intelligentsia – surtout les étudiants –, bientôt possédée d'une véritable passion pour la révolution, ne jura plus que par la destruction violente du régime tsariste. Cette passion se nourrit de l'idée de l'homme nouveau – tirée du *Que faire ?*, roman utopique et révolutionnaire de **Nicolaï Tchernychevski** (1864) –, du nihilisme destructeur du *Catéchisme du révolutionnaire* de **Sergueï Netchaïev** (1869)

et du communisme de **Karl Marx**. Dans leurs sociétés secrètes – Terre et Liberté, puis la Volonté du Peuple –, ces révolutionnaires populistes érigèrent le terrorisme en ligne politique et organisèrent, le 1^{er} mars 1881, l'assassinat du tsar.

Dès lors, le fossé ne cessa de se creuser entre, d'une part, les tenants d'une autocratie maintenue à l'identique, d'autre part les libéraux réformateurs partisans d'une monarchie constitutionnelle ou d'une république démocratique, et enfin les révolutionnaires désireux de « faire du passé table rase » à travers l'insurrection et la terreur de masse, ce qu'ils eurent l'occasion d'expérimenter à grande échelle lors du soulèvement révolutionnaire de 1905-1906 – de 1897 à 1914, environ 17 000 personnes furent tuées ou blessées dans des attentats terroristes, dont une grande part en 1906-1908. Si la répression fut féroce, elle demeura limitée : environ 4 500 condamnations à mort entre 1906 et 1909, pas toutes exécutées.

Ce soulèvement obligea Nicolas II, tsar falot et sans charisme, à inaugurer un compromis en acceptant, en 1906, la création d'une Douma, assemblée parlementaire élue au suffrage censitaire, et en laissant son Premier Ministre, Stolypine, lancer une réforme agraire qui permettait aux paysans désireux de s'installer à leur compte de quitter la communauté paysanne traditionnelle. Mais toute une génération – celle des Lénine, Trotski, Staline, etc. – refusa ce compromis et poursuivit dans la voie extrémiste.

Néanmoins, en dépit de ses archaïsmes, la Russie apparaissait, à la veille de la Grande Guerre, comme un pays où l'ordre était revenu, à la monnaie forte, en pleine expansion économique et culturelle, et appelé à un avenir sinon « radieux », du moins prospère et modernisé.

Les trois révolutions de 1917

L'entrée en guerre de la Russie, en août 1914, révéla rapidement les faiblesses de l'Etat tsariste – sous-administration, incompetence et corruption de la bureaucratie – et fit éclater les tensions latentes, aboutissant en mars 1917 à la chute inattendue de Nicolas II et à une révolution politique. D'un côté se mit en place un Gouvernement provisoire, formé de libéraux, qui se référait à une légitimité démocratique reposant sur l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante. D'un autre côté apparut à Saint Petersburg ce phénomène spécifique à la Russie, le Soviet – Conseil –, lieu de pouvoir autoproclamé qui regroupa d'emblée les courants socialiste et révolutionnaires. Le 14 mars 1917, le Soviet lança un programme politique favorable à la démocratie parlementaire – liberté d'expression, de réunion et de grève, amnistie des prisonniers politiques, abolition des privilèges et incapacités (en particulier pour les Juifs), élection d'une Assemblée constituante. Mais, simultanément, il émit des exigences qui allaient conduire à l'anarchie – dissolution immédiate de tous les organes de police et de l'administration locale, droit pour les centaines de milliers de soldats de la garnison de conserver leurs armes tout en obtenant la garantie de ne pas être envoyés au front et le droit de refuser d'obéir aux officiers.

Face à la montée en puissance de cette révolution soldatesque, le Gouvernement provisoire et le Soviet décidèrent de s'épauler plutôt que de se combattre. Après une première élection, en mai 1917, au congrès des soviets qui désigna plus de 600 délégués socialistes-révolutionnaires et mencheviks – contre seulement 105 bolcheviks –, le Gouvernement provisoire fut élargi aux socialistes et Alexandre Kerenski en devint l'homme fort.

Cependant, la disparition soudaine du pouvoir traditionnel et la relative incapacité du Gouvernement provisoire à s'imposer favorisèrent l'irruption d'une seconde révolution : la révolution sociale. Les ouvriers, très minoritaires dans l'ensemble de la population (3%) mais nombreux dans les villes industrielles, entrèrent en conflits de plus en plus ouverts et violents avec les patrons, allant jusqu'à prendre le contrôle des usines. A la campagne, la révolution sociale fut encore plus radicale : à partir de l'été 1917, les paysans multiplièrent le pillage des grandes propriétés dont ils s'emparèrent des terres, du matériel et du bétail.

Ainsi, la Russie de 1917 se trouva confrontée à l'opposition, inaugurée par la Révolution française, entre légitimité démocratique et légitimité révolutionnaire – dont le ressort est la surenchère et donc la démagogie, et qui fut incarné par Lénine. Rentré d'exil en avril 1917, celui-ci imposa à sa faction – les bolcheviks – une politique d'opposition systématique au Gouvernement provisoire et à la « démocratie bourgeoise ». Il préconisait le passage immédiat à la révolution socialiste par une violente agitation dans les usines et dans l'armée, et par la formation de groupes paramilitaires, les gardes rouges. Après un essai infructueux en juillet 1917 et sous la pression constante de Lénine, les bolcheviks organisèrent ce qu'ils nommèrent pompeusement une « insurrection populaire », en réalité un putsch. Dans la nuit du 6 au 7 novembre, avec quelques milliers de marins mutinés et de gardes rouges, et face à un gouvernement très affaibli, Lénine s'empara du pouvoir à Saint Petersburg. Sa volonté était de court-circuiter l'Assemblée constituante qui devait être élue le 25 novembre et allait établir un pouvoir démocratique légitime où les bolcheviks seraient minoritaires. S'il ne put empêcher l'élection, il instaura néanmoins la « dictature du prolétariat », mit en œuvre un programme de confiscation des richesses nationales, réprima les autres forces politiques – y compris socialistes –, et créa une police politique – la Tcheka, « bras armé de la dictature du prolétariat ». Cette politique dictatoriale aboutit logiquement à la dissolution par la force de l'Assemblée constituante, réunie le 18 janvier 1918, première et dernière élection libre en Russie jusqu'en 1991.

Dès lors, comme Lénine l'avait souhaité, la guerre civile se déchaîna, non seulement entre les « rouges » et les « blancs » –aussi bien socialistes démocrates que tsaristes –, mais surtout entre les « rouges » et les « verts » – des masses énormes de paysans révoltés qui refusaient la réquisition forcée des récoltes et la conscription obligatoire dans l'Armée rouge. En 1922, après que les principales révoltes eurent été écrasées, la Russie était totalement détruite : sa production industrielle était réduite à néant, sa paysannerie était ruinée et affaiblie par une famine qui avait fait 5 millions de morts, son intelligentsia s'était en partie enfuie – plus d'un million de Russes en exil –, toute opposition était interdite – traînée dans des procès truqués comme les socialistes révolutionnaires en 1922, fusillée ou envoyée dans les camps de concentration des îles Solovki.

Comparaison n'est pas (toujours) raison

Comme cela fut noté par bien des contemporains, la dictature instaurée par Lénine entre 1917 et 1922, puis systématisée et généralisée par Staline, ressemblait fort, par bien des aspects, au système tsariste. L'assimilation entre tsar et secrétaire général du parti fut même officialisée par le grand cinéaste soviétique, Sergueï Eisenstein, dont le film *Ivan le Terrible*, montrait, dans sa première partie (1944), un jeune tsar échappant à tous les complots et libérant la Russie du joug des Polonais et des Tatars, de l'Eglise et des boyards ; mais la seconde partie (1946) décrivait l'inexorable processus paranoïaque et criminel d'un tsar vieillissant et fut donc interdite par Staline.

Et pourtant toutes ces analogies sont trompeuses et comparaison n'est pas toujours raison. Si le communisme de type bolchevique a trouvé en Russie un terrain d'expérimentation privilégié, il s'est avéré fondamentalement différent du tsarisme. En effet, le pouvoir archaïque, conservateur et autoritaire du tsar était, dès la fin du XIX^e siècle, fort limité par l'affirmation croissante de la société civile et les poussées de la modernité. Au contraire, dans le pouvoir totalitaire instauré par Lénine, la dictature du chef et de son parti n'ont rencontré aucune limite dans la volonté de « domination totale » sur le champ politique et sur la société – type de domination que Hannah Arendt définit comme totalitarisme – et dans la mise en œuvre de l'utopie communiste imaginée par Marx.

Alors qu'avant 1914 existaient une pluralité de partis politiques, une presse diversifiée, une liberté de pensée, d'expression et de réunion – largement accentuées de mars à octobre 1917 –, Lénine instaura d'emblée le parti unique, la presse officielle, la

censure sur toutes les publications, l'interdiction de toute opposition et une idéologie obligatoire.

Alors que l'Etat tsariste respectait en partie la séparation des pouvoirs, Lénine créa le premier parti-Etat totalitaire où l'appareil de l'Etat était soumis à celui du parti et où le Bureau politique accaparait le législatif, l'exécutif et le judiciaire.

Alors que la Russie s'était installée dans une économie de marché prospère, Lénine décréta le transfert de l'essentiel des richesses au parti-Etat qui instaura son monopole sur tous les moyens de production et de distribution, établit une économie administrée centralement et mença : « Qui ne travaille pas ne mange pas ».

Alors que les ouvriers avaient pu s'organiser – par exemple chez les cheminots – et qu'après mars 1917 les syndicats avaient fleuri, Lénine inaugura, au nom de la dictature « du » prolétariat, une dictature « sur » le prolétariat qui aboutit à l'écrasement sanglant de toutes les révoltes ouvrières, puis, sous Staline, à la surexploitation de la classe ouvrière dans le cadre du plan quinquennal.

Alors que la paysannerie vivait une vie indépendante et pour une part prospère – l'Ukraine était le grenier à blé de l'Europe avant 1914 –, Lénine la jeta dans la misère et la mort par des « réquisitions » assimilables à un pillage de masse et Staline instaura un nouveau servage qui attachait le moujik à son kolkhoze, quand il ne vouait pas à la mort de faim 4 à 5 millions de « koulak » récalcitrants dans la grande famine organisée contre la paysannerie ukrainienne en 1932-1933.

Alors que l'Empire laissait une relative autonomie à ses régions périphériques – la Finlande, les Etats baltes – ou n'avait pas réussi à s'y imposer – au Caucase –, Lénine développa, au nom de la révolution mondiale, un expansionnisme impérialiste reposant sur l'Armée rouge et la terreur – les bolcheviks envahirent la Géorgie menchevique en 1921 –, politique systématisée par Staline à partir de 1939 dans le cadre de son alliance avec Hitler.

Alors que l'Okhrana se préoccupait surtout de combattre les groupes révolutionnaires, la Tcheka – devenue GPU, NKVD puis KGB – fut chargée de contrôler et de terroriser toute la société, pratiquant, dans l'arbitraire le plus absolu, arrestations, déportations et massacres de masse. Alors que la répression politique sous les tsars avait entraîné, de 1825 à 1916, la condamnation à mort pour raison politique de quelque 6 300 personnes, le bilan criminel du régime bolchevique se situe entre 15 et 20 millions.

Ainsi, dès 1917, Lénine a jeté les bases effectives d'un type de pouvoir inédit qu'en 1923, et à propos du fascisme, le démocrate italien Giovanni Amendola allait nommer le « totalitarisme ».

Lénine invente le totalitarisme

C'est en 1902, dans son ouvrage *Que faire ?*, que Lénine commença à inventer le léninisme, forme spécifique de marxisme mâtinée de l'utopisme de Tchernychevski, et de la volonté de *tabula rasa* et du modèle du révolutionnaire professionnel de Netchaïev. Il y développe l'idée que le combat pour la révolution socialiste doit être mené par un parti de révolutionnaires professionnels, formé d'intellectuels chargés d'instruire les ouvriers de la doctrine léniniste, et dont les membres doivent obéir à une stricte discipline militaire. En 1903, lors du II^e congrès du Parti social-démocrate russe, Lénine imposa sa conception et créa la fraction bolchevique (majoritaire) qui fut, jusqu'en 1917, l'éprouvette où allait être élaboré un prototype politique : le noyau communiste totalitaire.

La situation révolutionnaire de 1917 lui permit de passer de l'expérimentation dans un groupuscule à l'expérience *in vivo*. Le noyau totalitaire se transforma en mouvement de masse et, à l'automne 1917, les bolcheviks étaient déjà plus de 150 000. Avec la prise du pouvoir, le Parti bolchevique devint le premier parti-Etat totalitaire : un parti qui s'empare de l'appareil d'Etat et le plie entièrement à sa volonté pour mettre en œuvre son projet utopique, et contraindre la société à s'y soumettre. Car si l'autocratie, dès le milieu du XIX^e siècle, n'aspire plus qu'à dominer le champ politique, le totalitarisme léniniste prétendit à une domination totale : sur le pouvoir, sur l'économie, sur la société et même

bientôt sur l'individu. Il voulait extirper non seulement les superstructures tsaristes et les structures capitalistes, mais jusqu'aux pensées « bourgeoises ».

Staline, le fidèle héritier

Staline, qui était depuis 1912 l'un des principaux lieutenants de Lénine, fut, en 1922, promu secrétaire général du parti par Lénine qui le désigna comme l'un de ses successeurs dans son « Testament » de décembre 1922. A la mort de Lénine en janvier 1924, le redoutable Géorgien avait déjà mis la main sur l'appareil du parti et allait se débarrasser de ses concurrents – Trotski, puis Zinoviev, Kamenev, Rykov et Boukharine. A la fin des années 1920, il avait déjà instauré son pouvoir personnel assorti d'un culte de la personnalité qui dépassait de loin le respect imposé par le tsar à ses sujets. Mais, à la différence du tsar, Staline ne craignait pas la puissance tutélaire de Dieu ; il ne croyait qu'en la toute puissance du surhomme et décida de relancer la révolution communiste en proclamant, le 7 novembre 1929, le « Grand Tournant », inaugurant ainsi un totalitarisme de haute intensité.

Le « Grand Tournant » entraîna de nombreuses conséquences. Sur le plan politique, il acheva la formation du parti-Etat totalitaire par l'élimination de Rykov du poste de chef du gouvernement et par la soumission absolue de l'appareil d'Etat à celui du parti tenu par Staline. Il engagea, sur la base du fameux « plan quinquennal », un développement accéléré de l'industrie lourde, destiné à créer une grande armée mécanisée, entraînant au passage la chute de moitié du revenu des ouvriers surexploités. Il provoqua la collectivisation forcée de la paysannerie, désormais asservie dans les kolkhozes, ce qui permit au pouvoir de ponctionner massivement les récoltes et de vendre les surplus à l'étranger contre des devises destinées à l'industrie. Et surtout, face aux résistances très fortes de la société et même du parti, le « Grand Tournant » incita Staline à généraliser la terreur comme moyen de gouvernement et de domination totale sur la société : d'abord lors de la grande famine de 1932-1933; puis, à partir de 1930, avec la transformation du système concentrationnaire créé par Lénine en ce qu'Alexandre Soljenitsyne nommera « l'archipel du Goulag », où sont passés plus de 15 millions de Soviétiques jusqu'à la fin des années 1950 et où beaucoup sont morts tandis que les autres voyaient leur vie brisée ; enfin, à partir de 1936, avec les « grands procès de Moscou », la décimation du corps des officiers et la Grande Terreur – qui, entre juillet 1937 et octobre 1938, envoya à la mort plus de 700 000 personnes et autant au Goulag.

Ainsi fut établi le monopole absolu du pouvoir du Secrétaire général et du « Parti » sur la politique, sur les idées et la culture – idéologie marxiste-léniniste obligatoire, monopole des médias et de l'enseignement –, et sur les moyens de production et de distribution, la pérennité du système étant assurée par l'usage de la terreur de masse.

Empire tsariste et système communiste mondial

Si le « camp socialiste » est longtemps apparu aux observateurs comme le prolongement spatial et temporel de l'empire des tsars, l'ouverture récente des archives de Moscou et des pays d'Europe de l'Est montre qu'il s'agissait de bien autre chose : ce qu'en 1984 Annie Kriegel a nommé « le système communiste mondial ». Celui-ci a été créé par Lénine en 1919-1920 dans le cadre de l'Internationale communiste (IC), conçue comme un parti mondial dont chaque parti communiste n'était qu'une section nationale. Sous la direction et le contrôle étroit du PC d'Union soviétique, l'IC a été l'instance de formation des nombreux noyaux chargés de porter la révolution communiste dans le monde entier. Staline y a sélectionné ses hommes de confiance et les a placés à la tête de ces noyaux qui, après 1945, servirent de base aux pouvoirs communistes dans toute l'Europe de l'Est, en Chine, en Corée du Nord et au Vietnam, avant d'essaimer, sous leur forme subversive, dans le reste du monde, ce que jamais le système tsariste, fondé sur un impérialisme national, n'avait réussi ni même envisagé.

En dépit de certaines apparences – occupation de territoires, installation de pouvoirs vassalisés, exploitation économique des populations –, le « camp socialiste »

n'avait rien à voir avec les formes traditionnelles de colonialisme et d'impérialisme des grandes puissances d'avant 1914. Il répondait à la volonté d'imposer un type de pouvoir destiné à mettre en œuvre le projet communiste de destruction de la propriété privée et reposant sur la domination totale de la société par la terreur de masse. En dépit de l'extraordinaire diversité culturelle de sociétés aussi différentes que celles de la Russie, de la Chine, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la France, du Cambodge ou de Cuba, les partis communistes y ont adhéré à la même idéologie marxiste-léniniste, y ont mis en œuvre le même modèle d'organisation politique et de pouvoir, y ont soutenu les mêmes stratégies et tactiques. Et les nuances que l'on y relève ne sont que de degré et non de nature. C'est bien le modèle totalitaire – et non on ne sait quel « russisme » – que le système communiste a exporté dans le monde entier et dont nous devons, aujourd'hui encore, assumer le lourd héritage.

3ème texte : Yolène Dilas-Rocherieux, "Communisme, révolution, islamisme, le credo de Ilich Ramirez Sanchez", *Le Débat*, n° 128, janvier 2004.

D'aucuns se sont offusqués de la parution du livre de Ilich Ramirez Sanchez ¹, alias Carlos, terroriste international arrêté en 1994, aujourd'hui détenu à la centrale de haute sécurité de Saint-Maur-Bel Air. Si cette indignation est toute légitime de la part des victimes d'un meurtrier sans état d'âme, elle ne doit pourtant pas masquer l'intérêt de cet essai-témoignage, deux cents cinquante pages révélatrices de l'état d'esprit d'une nouvelle catégorie de révolutionnaires et de la montée d'un mouvement totalitaire propre au XXIème siècle, articulé entre idéologie marxiste-léniniste et principes de l'islam radical: "*L'islam et le marxisme-léninisme sont les deux écoles dans lesquelles j'ai puisé le meilleur de mes analyses*".

S'il est possible aujourd'hui de faire l'hypothèse qu'un mouvement totalitaire est en train de naître dans la mouvance islamiste, on a là un document de premier ordre pour comprendre la façon dont cette structure fonctionne. Le phénomène n'est pas propre à l'islam en tant que religion. Il ne concerne pas tel ou tel peuple en particulier. Il procède de la fusion entre une élite révolutionnaire (mélange de nouveau et d'ancien), une conjoncture politico-historique et des masses souffrantes en quête d'identité. Par expérience, Carlos sait que les politiques d'ingérence en Afghanistan et en Irak, la guerre israélo-palestinienne, les résistances de certains peuples d'Orient, d'Asie et d'Afrique à la culture occidentale, favorisent ce rapprochement. Car si ce dernier, marxiste léniniste, décèle dans les contradictions du système capitaliste occidental les germes de son agonie et l'annonce d'une mort prochaine, c'est bien dans la désolation des masses et dans leur capacité à croire et à se sacrifier, qu'il voit la possibilité de rapprocher l'échéance. Ses espérances communistes ayant été trahies, Carlos mise sur un nouvel ordre mondial porté par des populations et des groupes qui seraient, selon lui, de plus en plus réceptifs au dogme islamique et à la terreur comme explication et solution universelles aux désordres de la planète.

Baigné depuis l'enfance dans une mystique révolutionnaire, formé au cœur de l'action militante à Cuba, en Algérie ou en Colombie, éduqué aux sources théoriques du bolchevisme à l'université Lumumba à Moscou, d'où il fut expulsé en 1970, Carlos affirme avoir radicalisé sa foi révolutionnaire après avoir pris conscience de la réalité du système soviétique et côtoyé les combattants de la cause palestinienne et du Tiers-monde. Sa conversion à l'islam en 1975, à vingt-six ans, est décrite comme un acte de simple camaraderie, d'identification à ses compagnons de combat, avant sa maturation spirituelle sous l'autorité du mollah iranien, Abou Akram, proche des moudjahidin du

¹ Ilich Ramirez Sanchez, CARLOS, *L'islam révolutionnaire*, Texte et propos recueillis, rassemblés et présentés par Jean-Michel Vernochet, Paris, Editions du Rocher, 2003.

peuple. Ce passage serait l'équivalent d'une révélation, puisqu'il affirme avoir trouvé en la religion islamique la solution à la décadence des démocraties occidentales, perverties par la surabondance des biens et la surenchère des plaisirs. En fait, l'islam, "*la révolution des révolutions*", lui aurait permis de fusionner l'hier et l'aujourd'hui, le rationalisme des théories et pratiques marxistes-léninistes avec la foi religieuse, dans laquelle il désigne la nouvelle dynamique d'une révolution de masse et le fondement d'un monde nouveau.

Nul transfert de foi dans cette mutation assure Carlos, mais le terme d'une expérience avec le constat d'une résurgence de la passion révolutionnaire en Islam, après l'échec de l'expérimentation communiste: "*J'accuse l'Occident d'avoir failli à sa mission révolutionnaire*". S'il rejette le déterminisme de Marx, l'une des raisons, selon lui, de l'embourgeoisement de la gauche occidentale, Carlos en retient le matérialisme dialectique – le capitalisme sera victime de ses propres contradictions – qu'il propose de réinterpréter à la lumière de la loi islamique afin de renouer avec les grandes luttes du passé. L'islam spirituel et doctrinal, porteur d'un dessein divin, serait ainsi devenu l'unique tremplin de la révolte des masses: "*Seuls des hommes et des femmes armés d'une foi totale dans les valeurs fondatrices de Vérité, de Justice et de Fraternité, seront aptes à conduire le combat et à délivrer l'humanité de l'empire du mensonge*". Cette alliance entre le politique et le sacré aurait l'avantage de donner sens à une vision binaire du monde, deux blocs opposés: l'Occident dégénéré et son envers positif, une contre-société islamique, dont les règles de vie seraient compatibles avec l'esprit communiste d'un Lénine ou d'un Mao: "*... en mettant des freins au libre exercice du marché. La charia interdit le prêt à intérêt, les pratiques et les règles financières islamiques sont solidaristes, contraires au travail de l'argent, immoral et créateur d'injustice*". Cette identification du communisme à l'islam peut surprendre, si l'on s'en tient au seul référent marxiste-léniniste. Or l'idéologie communiste ne dépend pas d'un dogme unique. Selon les époques et les acteurs, celle-ci s'est réclamée de doctrines philosophiques nées dans la Grèce antique ou le siècle des Lumières, de certains textes sacrés tirés du corpus judaïque ou chrétien, avant de s'identifier au marxisme-léninisme ². Mais toujours, l'enrichissement individuel est pointé comme le mal à éradiquer, la cause de la corruption politique, de l'éclatement des structures communautaires et du développement des injustices sociales. Il faut ici rappeler que dans sa diversité doctrinale, le communisme, contrairement au socialisme, donne priorité à la répartition égalitaire des richesses produites par une collectivité donnée, et non à la réorganisation des moyens de production. En brouillant les cartes entre socialisme et communisme, Marx a masqué le caractère fondamentalement archaïque de l'idéologie communiste ³, ce qui explique son possible rattachement au dogme islamique.

Dans cet essai à la fois théorique, idéologique et activiste, on peut retrouver l'esprit des révolutionnaires russes de la fin du 19^{ème} siècle comme Netchaev, adorateur d'une seule science, celle "*de la destruction*" ⁴, ou Nicolaï Tchernichevski ⁵, dont les écrits visaient à susciter la vocation de professionnels de la révolution, prêts au sacrifice, à la fois rationnels en pensée et action, mais irrationnels quant à leurs passions et croyances en la légitimité de leur engagement. Un type de militant, "*épris du bien*", qui n'aurait d'autre choix, pour le matérialiste russe, que de se comporter en "*monstre lugubre*" ⁶. La visée étant première – destruction d'une entité historique pour créer un monde et un homme nouveaux – la priorité était donnée à la formation d'une élite

² Cf. Gérard Walter, *Les origines du communisme, judaïques, chrétiennes, grecques, latines*, Paris, Payot, 1931.

³ Cf. Yolène Dilas-Rocherieux, *L'utopie ou la mémoire du futur, de Thomas More à Lénine*, Paris, Robert Laffont, 2000.

⁴ Cf. "Catéchisme révolutionnaire" (1869), in Michel Confino, *Violence dans la violence, le débat bakounine-Netcaev*, Paris, François Maspéro, 1973.

⁵ Auteur dont l'ouvrage *Que faire?* fut le livre de chevet du jeune Lénine et dont le héros, Rakhmétov, était l'exemple même du militant révolutionnaire, "*dur avec lui-même, dur avec les autres*".

⁶ Nicolaï Tchernychevski, *Que faire? Les hommes nouveaux* (1863), préface Yolène Dilas-Rocherieux, Paris, Editions des Syrtes, 2000.

intellectuelle et combative, pour terroriser l'ennemi, déstabiliser l'économie, déstructurer la société civile, afin de retourner les masses contre le pouvoir et la classe dirigeante. Toutes ces composantes de l'engagement pré-bolchevique se retrouvent chez Carlos, pour lequel l'avant-garde doit regrouper les individus possédant "*une conscience aiguë des forces en action dans le monde*" et "*doués d'une morale supérieure*". Arrimé à l'islam, le mouvement révolutionnaire international serait ainsi en situation de redéfinir les conditions de l'ultime victoire, à savoir des chefs infaillibles, l'unicité idéologique et dogmatique, la légitimité d'user de la violence rédemptrice et la mise à l'horizon d'une visée, la cité vertueuse.

Ces conditions peuvent être résumées en cinq points:

1. La nécessité d'une avant-garde. En affirmant, "*Je suis et reste un révolutionnaire professionnel, un soldat, un combattant, dans la plus pure tradition léniniste*", Carlos réaffirme la nécessité de former des militants permanents, "*voués exclusivement à préparer, organiser et lancer la Révolution*". Seul le mouvement islamiste posséderait des cadres ainsi éduqués, capables de discipliner les masses en révolte: "*Aujourd'hui, l'exemple des moudjahidin est lumineux*". Cette armée islamiste se verrait encore renforcée par l'action remarquable de chefs charismatiques, dont les capacités de renoncement et de lutte vont dans le sens du rassemblement: "*Cheikh Oussama, en raison de son immense charisme, est certainement un cas unique dans l'histoire récente [...] c'est un jihadiste, un combattant oummamiste, c'est donc un rassembleur, il œuvre à faire se joindre les énergies des membres et des groupes épars, dispersés et désunis de l'Oumma. Autrement dit, c'est un internationaliste panislamiste*".

2. L'esprit de sacrifice. "*Militant est synonyme de don de soi à une cause*", mais le sacrifice dépasse la simple révolte. Pour Carlos, les martyrs islamistes ne sont ni des fous ni des fanatiques, mais des combattants ayant pris conscience de leur engagement dans une lutte sans merci entre les pauvres et les riches, dans ce qu'il nomme "*la troisième guerre mondiale*". Ce geste destructeur serait guidé non par la haine, mais par l'idéal le plus haut, la foi en Dieu soutenue par la doctrine parfaite qui commande aux croyants de défendre la terre d'islam et de travailler à l'application de la charia, le droit islamique. La bombe humaine, "*arme du pauvre*", marquerait la rupture entre deux mondes, celui où l'homme est nu, armé de son seul courage, et "*la toute puissance de la machine*": "*Le terrorisme est une sorte d'hymne à l'humain parce qu'il replace l'homme de chair et de sang au centre de la bataille*". Les attentats du 11 septembre, ce "*défi au pouvoir américain*", seraient le signal du Jihad, révolution permanente, contre ceux qui ont oublié que les notions de *dar al Islam*, la terre de l'Islam, et de *dar al harb*, le territoire de la guerre, ne font qu'un. La mort du martyr est ici présentée comme une félicité, à la fois promesse en l'existence de l'au-delà et reconnaissance éternelle sur la terre pour sa participation à l'apothéose finale, "*Je promets un avenir triomphal à l'islam révolutionnaire. Car il n'existe aucune force totalement invulnérable contre des militants organisés et déterminés, prêts à l'ultime sacrifice*".

3. L'éducation et la propagande à l'usage des masses. Pour se préparer "*à une confrontation planétaire*", pour triompher des forces du mal – ici les démocraties occidentales et plus particulièrement les Etats-Unis –, il s'agit de gagner à la cause islamique l'ensemble des populations des pays musulmans (plus d'un milliard d'hommes) et de leur diaspora dispersée dans tout l'Occident: "*La France, du fait même des flux migratoires nés de la colonisation et de la néocolonisation, est déjà et depuis des décennies dar al-islam*". Mais Carlos mise aussi sur les déçus du capitalisme, avec les convertis à l'islam des banlieues françaises ou des ghettos noirs américains, mais aussi avec les exclus, le lumpen prolétariat, et plus particulièrement les groupes hostiles au libéralisme et aux Etats-Unis, engagés dans le mouvement altermondialiste, "*même si certains sont manipulés*". Face à la montée de l'opposition au modèle libéral occidental, Carlos reste persuadé que la radicalisation en cours du monde musulman n'est qu'une "*des manifestations d'une révolte globale et transcivilisationnelle, autrement dit internationale, sans frontière de classes, de cultures ou de confessions*". Les masses souffrantes de la planète formeraient donc le terreau d'une armée internationale, capable

de détruire les sociétés séniles de l'Occident et, ceci, grâce à l'islam qui leur permet à la fois d'exprimer leur colère d'hommes aliénés et de se régénérer sous l'autorité d'un pouvoir céleste tout puissant: "*L'homme moderne ne peut se passer de Dieu*".

4. La désignation de l'ennemi et la nécessité de sa destruction. Il importe, comme toujours dans ce type de combat, de poser l'ennemi en coupable, responsable de sa propre destruction: "*L'Amérique n'a pas fini de payer pour ses crimes*". Assimilé au III^e Reich, l'impérialisme américain, ce "*totalitarisme libéral*", serait à l'origine des actes du 11 Septembre du fait de "*sa politique de conquête et d'asservissement sous couvert de la religion des droits de l'homme*". L'acte terroriste représente donc pour Carlos le "*marqueur idéologique*" d'une lutte sans merci au cœur de sociétés politiquement et moralement affaiblies. L'impact de la bombe humaine serait énorme, car elle "*horrifie les uns et stimule l'esprit de vengeance des autres*". D'un côté, elle provoque le désarroi de populations "*qui ont perdu l'habitude de souffrir*", en les plaçant dans un contexte de guerre mondiale; de l'autre, elle porte un "*message d'espoir pour tous les oubliés des ghettos du capitalisme et des camps de réfugiés*". Plus efficace qu'un tract, qu'une manifestation ou qu'une "*bibliothèque d'analyses savantes*", elle résonne comme un "*coup de tonnerre dans le sommeil épais des consciences obèses, avachies dans le confort de l'égoïsme le plus stupide*". Il ne s'agit pas de tuer pour tuer, affirme cet habitué du coup de force, mais de déstabiliser le pouvoir, de ruiner les puissants en dissuadant les investisseurs et les touristes, d'atteindre psychologiquement la société civile, en bref d' "*estoquer l'imagination collective par la peur*". La menace est ici directe, annonciatrice: "*Désormais, il va faire partie du paysage de vos démocraties pourrissantes*". Au sein du "*nouvel ordre mondial*", décrit comme un chaos où les hommes sont "*jetés les uns contre les autres dans les brasiers de la haine, la pauvreté et le désespoir*", les Européens auront à payer leur faiblesse, incapables de résister à l'Empire américain, contrairement à la Corée du Nord, "*la seule entité étatique aujourd'hui à tenir ouvertement tête à l'impérialisme*".

5. Le soutien d'une orthodoxie. Il ne faut pas se leurrer sur la religiosité de Carlos. Ce dernier est d'abord un politique, un aventurier et un croyant en la révolution. Mais il est conscient qu'une telle mission ne peut être remplie sans le support d'une orthodoxie, sans une vérité inscrite de manière indélébile dans un corpus de textes sacrés, théoriques ou religieux, qui articulent en un tout cohérent une doctrine, une praxis et une visée. Pour Carlos, la doctrine islamique est à cet égard parfaite, "*une et indivisible*", car elle ordonne l'histoire des sociétés en les replaçant dans la relation ami/ennemi, légitimant ainsi la destruction de "l'autre", sur fond de promesse d'un futur radieux. Aussi serait-elle l'unique moyen de canaliser non seulement les révoltes des masses musulmanes, mais aussi celles des populations restées sans support idéologique, sans croyance, après l'échec du socialisme, en conférant "*à la voie révolutionnaire une dimension spirituelle et morale, absente de la doctrine marxiste-léniniste bureaucratifiée*". Par sa capacité originelle à juxtaposer l'immanent, le politique, et le transcendant, le religieux, l'islam révolutionnaire serait parvenu à hauteur d'une idéologie nouvelle, dynamique d'une "*révolution permanente*", le *jihad*, destinée à détruire le système occidental. Cette double identité lui permettrait d'intégrer à la charia quelques principes de la modernité comme la démocratie directe, rejoignant ici certains mouvements radicaux: "*Encore que des techniques modernes, comme la télévision interactive, permettraient peut-être, si l'on savait en faire un meilleur usage, de créer sous certaines conditions une sorte de village planétaire où la choura, la consultation, redeviendrait possible à main levée. Après tout, le Web et les courriers électroniques instantanés d'un bout à l'autre du globe en sont peut-être une préfiguration*". Il y aurait en l'islam révolutionnaire plus qu'une religion, un "*contrepoison contre la sénilité morbide qui touche l'Occident*", car elle opère la synthèse des combats contre le colonialisme, l'impérialisme et le sionisme, et fusionne, d'un point de vue doctrinal, les principes sacrés de l'islam avec des modèles d'analyse et d'action socialistes, marxistes et nationalistes. Instruit de la psychologie des foules, Carlos est persuadé que l'islam deviendra le refuge de tous les souffrants de la planète, car au moment où "*la ville brûle*", où "*les murailles*

sont prises", les populations savent qu'il leur faut gagner le donjon: "*L'islam est aujourd'hui le donjon de l'Occident*".

Cet essai serait sans intérêt, s'il n'était que l'expression isolée d'un terroriste frustré par l'inaction. Mais la parole de Carlos n'est pas un cri dans le vide, elle résonne à l'unisson de mouvements actifs, certes divers, voire opposés, mais unis dans la volonté de détruire le modèle occidental de démocratie. Cette conjonction semble renvoyer aux années totalitaires sur lesquelles s'est penchée Hannah Arendt ⁷ après la chute du nazisme. En cherchant à cerner les éléments qui ont cristallisé le totalitarisme, la philosophe et historienne a montré la radicale nouveauté de ce système, car inséré dans le cadre individualiste de la modernité, à distinguer des dictatures et des tyrannies auxquelles l'histoire nous a habitués. Si l'idéologie unique et la terreur sont pointées comme les deux piliers du schéma totalitaire, l'ensemble n'aurait pu s'accorder sans la mutation d'une idéologie – tous les "ismes" pouvant faire l'affaire – en une vision vraie du monde avec ses explications et ses solutions aux problèmes d'une époque et/ou d'une population. Si l'on retient les enseignements de Hannah Arendt, l'islam ne serait donc pas plus totalitaire que le christianisme, le socialisme ou le libéralisme, mais pourrait devenir le support d'un mouvement totalitaire – prémisse d'un Etat totalitaire – une fois transformé en doctrine à caractère sacré, capable d'instrumentaliser une visée libératrice et diaboliser tout élément considéré comme un obstacle au mouvement vers l'avant. La construction de la figure d'un ennemi objectif est donc une tâche centrale, car elle induit la nécessité d'une destruction de populations subjectives, l'usage d'une violence rédemptrice dont dépend la survie d'un "*système où les hommes sont superflus*". La spécificité du totalitarisme se situerait donc dans sa dimension révolutionnaire extrémiste, dans son incapacité à se fixer des bornes, la visée étant toujours trop ambitieuse, inhumaine car surhumaine.

Toujours, ces mouvements trouvent racines et serviteurs dans des périodes de crise de transition; ces moments où les populations voient leur situation se détériorer et où les instances politiques se montrent incapables de répondre aux préoccupations du quotidien. Le totalitarisme n'est rien sans les masses, sans l'appui total et/ou le désintéret absolu d'individus détachés de leur groupe de référence, en recherche de repères collectifs, déconnectés du passé, déracinés, et qui semblent ne plus avoir de place dans la société et dans le monde. Pour Arendt, le totalitarisme est le produit "*d'une foule*" qui n'est plus le peuple encadré par l'Etat-nation ou porté par une référence de classe, mais une masse informe d'hommes pris dans un processus de désintégration et d'atomisation: "*Le sujet idéal de la domination totalitaire n'est ni le nazi convaincu ni le communiste convaincu, mais les gens pour qui la distinction entre fait et fiction (c'est-à-dire la réalité de l'expérience) et la distinction entre vrai et faux (c'est à dire les normes de la pensée) n'existent plus*".

Ce début de troisième millénaire semble correspondre, par certains aspects, à ce type de situation avec la crise de la démocratie représentative, la délégitimation des politiques, la montée des extrémismes et le rejet d'une histoire commune particulière qui va, chez certains, jusqu'à la culpabilité de leurs origines, la haine de soi et la tentation de l'engagement radical. Dans un tel contexte de désorientation, cette multitude – qui est l'envers du peuple ou d'une classe – est devenue l'objet de toutes les convoitises des révolutionnaires de tout poil. C'est le cas d'Antonio Negri pour qui la multitude s'appréhende comme dynamique de destruction, "*barbarie positive*" ⁸, à laquelle les systèmes occidentaux capitalistes ne pourront survivre. La passerelle entre les deux pôles révolutionnaires, communiste et islamiste, serait en voie d'achèvement pour Carlos, l'organisation et les troupes existent, reste à y engager tous les hommes perdus.

⁷ Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*, Paris, Quarto Gallimard, 2002.

⁸ Cf. Yolène Dilas-Rocherieux, "Le néocommunisme de Toni Negri", in *Communisme*, n° 72-73, 4^{ème} trimestre 2002 et 1^{er} trimestre 2003, p. 173-182.

Pour Carlos, le 11 septembre a sonné le début de la fin de "ce rêve d'ivrogne".

QUELQUES REPERES BIBLIOGRAPHIQUES

1) LES TOTALITARISMES

- ARENDRT HANNAH *Les origines du totalitarisme , Eichmann à Jérusalem*, Paris, Quarto Gallimard, 2002.
- BRUNETEAU B. *Les totalitarismes*, Paris, A. Colin, 1999. *L'Europe nouvelle de Hitler, une illusion des intellectuels de la France de Vichy*, Paris, Editions du Rocher, 2003.
- CHAUNU JEAN *Le paradigme totalitaire, christianisme et totalitarisme en France, 1930-1940*, Paris, ed. François-Xavier de Guibert, 2009
- COLLOQUE, (Sous la direction de S. Courtois S.), *Quand tombe la nuit, Origines et émergences des régimes totalitaires en Europe*, Paris, L'Age d'Homme, 2001.
- COLLOQUE (sous la direction de S. Courtois S.) *Une si longue nuit, L'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, Paris, Editions du Rocher, 2003.
- COLLOQUE (SOUS LA IRECTION DE COURTOIS S.) *Le jour se lève, L'héritage du totalitarisme en Europe, 1953-2005*, Paris, Editions du Rocher, 2006.
- Colloque (Sous la direction de S. Courtois), *Les logiques totalitaires en Europe*, Paris, Editions du Rocher, 2006.
- FERRO MARC, *Nazisme et communisme, deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette/Pluriel, 1999
- FURET F. ET NOLTE E., "Fascisme et communisme", revue *Commentaire*, Paris, Plon, 1998.
- GENTILE EMILIO, *La voie italienne au totalitarisme, Le parti et l'Etat sous le régime fasciste*, Paris Editions du Rocher, 2004.
- HOBBSAWM E., *L'âge des extrêmes, Histoire du court XXème siècle*, Editions Complexes/Le Monde Diplomatique, 1994.
- LOCARD HENRI, *Le petit livre rouge de Pol Pot*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- MOSSE GEORGES, *La révolution fasciste, Vers une théorie générale du fascisme*, Paris, Fayard, 2003.

NOLTE ERNST *La guerre civile européenne , 1917-1945*, Paris, Editions des Syrtes, 2000.
Les fondements historiques du national-socialisme, Paris, Editions du Rocher, 2002.

TRAVERZO Enzo *Le totalitarisme*, textes choisis et présentés par l'auteur, Paris, Seuil, 2001

2) REVOLUTION-CONTRE REVOLUTION, TERREUR, POUVOIRS ET CHEFS CHARISMATIQUES

BAECHLER JEAN, *Les phénomènes révolutionnaires* (1970), Paris, La Table Ronde, 2006.

BEN KIERNAN, *Le génocide au Cambodge 1975-1979*, Paris, Gallimard NRF Essais, 1997.

CONQUEST ROBERT, *La grande terreur*, Paris, Stock, 1968.

JOHNSON ERIC, *La terreur Nazie, 1936-1945*, Paris, Albin Michel, 2001.

GUENIFFEY PATRICE, *La politique de la terreur, essai sur la violence révolutionnaire, 1789-1794*, Paris, Gallimard, 2000.

JUNG CHANG, JON GALLIDAY, *Mao*, Paris, Gallimard, 2006

KERSHAW IAN, *Hitler, 1989-1936*, Paris, Flammarion, 1998.
Hitler, 1936-1945, Paris, Flammarion, 2000.
Le mythe Hitler, Paris, Flammarion, 2006

LEMKIN RAFAËL, *Qu'est-ce qu'un génocide?* (1944), Paris, Les Editions du Rocher, 2008.

MILZA PIERRE, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999.
L'Europe en chemise noire, Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui, Paris, Fayard, 2002.

SALARIS CLAUDIA, *A la fête de la révolution, Artistes et libertaires avec D'Annunzio à Fiume*, Paris, Editions du Rocher, 2006.

SOKOLOFF G. *1933, l'année noire, témoignages sur la famine en Ukraine*, Paris, Albin Michel, 2000.

SOUVARINE BORIS *Staline* (1977), Paris, IVREA, 1992.

WERTH NICOLAS *L'ivrogne et la marchande de fleurs, Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, Paris, Tallandier, 2009

3) COMMUNISME ET SOCIALISME, HISTOIRE, ORGANISATIONS ET THEORIES

- ANDOLFATTO D. *PCF : de la mutation à la liquidation*, Paris, Editions du Rocher, 2006.
- ARON RAYMOND, "Socialisme et sociologie chez Durkheim et Weber", *Commentaire*, 1985-1986, n°32.
L'opium des intellectuels, Paris, Calmann Lévy, Idées, 1955.
Marxismes imaginaires, d'une sainte famille à l'autre, Paris, Folio/Essais, 1970.
- BUTON PH., *Les lendemains qui déchantent, Le PCF à la libération*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.
- CLERMONT P., *Le communisme à contre-modernité*, Paris, Presses universitaires de Vincennes, 1993.
- COLAS Dominique
Le léninisme, Paris, Quatridge/PUF, 1998.
- COLLECTIF, (à la direction de Courtois S), *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997.
- COURTOIS S. *Communisme et totalitarisme*, Paris, Perrin/Tempus, 2009.
- COURTOIS S., LAZAR M.(sous la direction de), *50 ans d'une passion française, De Gaulle et les communistes*, Paris, Balland, 1991.
Histoire du Parti communiste français, Paris, PUF Thémis Histoire, 2000.
Dictionnaire du Communisme, (sous la direction de S. Courtois), Paris, Larousse, 2007
- DILAS YOLENE *L'utopie ou la mémoire du futur, De Thomas More à Lénine*, Paris, Robert Laffont, 2000.
 Préface à la réédition de Nicolaï Tchernychevski, *Que faire?*, Paris, Edition des Syrtes, 2000.
 "Le néo-communisme de Toni Negri", *Communisme*, n°72-73, 2002-2003.
 "Appartenance idéologique et communauté émotionnelle. Le rôle des Almanachs de l'Humanité", *Humanité de Jaurès à nos jours* (sous la direction de Delporte, Penetier, Sirinelli, Wolikow), Paris, Nouveau monde, 2004.
 « Communisme et néo-communisme à l'heure de la mondialisation », in *Communisme en France*, (sous la direction de S. Courtois), Paris Ed. Cujas, 2007.
- DURKHEIM Emile, *Le socialisme*, Paris, Les classiques des sciences humaines, 1978.
- FURET FRANÇOIS, *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXème siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995.
Marx et la Révolution française, Paris, Flammarion, 1986.
- GRANDJONC J., *Communisme/kommunismus/communism, Origines et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes 1785-1842*, Trier, Schriften aus dem Karl-Marx-Haus, 2 tomes, 1989.

- KRIEGEL ANNIE *Le congrès de Tours*, Paris, Gallimard-Julliard, 1964.
Le pain et les roses, Jalons pour une histoire du socialisme, Paris, PUF, 1968.
Aux origines du communisme français, Paris, Flammarion, 1969.
Les communistes français, 1920-1970, Paris, Seuil, 1985.
Les internationales, Que sais-je?, Paris, PUF,
- LAZAR MARC, *Maisons Rouges*, Paris, Aubier, 1992.
Le Communisme, une passion française, Paris, Perrin, 2002.
- MALIA MARTIN, *La tragédie Soviétique*, Paris, Seuil, 1995.
- MAITRON J *Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Editions ouvrières, 43 volumes.
- SOMBART W., *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux Etats Unis?* (1906), PARIS, PUF, 1992.
- VOLKOGONOV D *Le vrai Lénine, d'après les archives secrètes soviétiques*, Paris, Robert Laffont, 1995.
- WERTH N *Histoire de l'Union soviétique, 1917-1953*, Paris, PUF, 1995.
Histoire de l'Union soviétique, 1953-1985, Paris, PUF, 1996.